

**N° 5629<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier  
dans la Communauté européenne**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(20.3.2007)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 15 septembre 2006, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de règlement grand-ducal sous rubrique qui a été élaboré par le ministre des Travaux publics.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

Par courrier du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 31 octobre 2006, le Conseil d'Etat s'est encore vu transmettre le texte rectifié de la directive 2004/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté que le règlement grand-ducal en projet est censé transposer. Cette lettre insistait sur un traitement prioritaire à réserver au dossier sous examen, alors qu'entre-temps la Commission européenne avait émis un avis motivé pour absence de transposition de ladite directive par le Luxembourg, le délai de transposition fixé à son article 6 étant venu à échéance le 20 novembre 2005.

Le Conseil d'Etat ignore si la Chambre de commerce a été consultée en la matière, alors qu'au moment de l'adoption du présent avis une prise de position de sa part ne lui était pas encore parvenue. L'obligation légale de cette consultation semble en tout cas donnée au regard de la standardisation des équipements de télépéage qui sera rendue obligatoire par la prise d'effets du service européen de télépéage prévu par la directive susmentionnée.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Soucieuse d'assurer la convergence des systèmes nationaux, voire régionaux ou locaux de perception électronique des redevances routières qui trouvent ou qui trouveront application à l'intérieur de l'Union européenne, la Commission européenne avait pris l'initiative d'une harmonisation pour éviter des incompatibilités techniques des systèmes en place ou projetés ainsi que des frais inutiles que risquent de supporter dans un régime de télépéage non harmonisé à l'échelon transfrontalier les gestionnaires de l'infrastructure routière et les usagers de la route redevables des péages routiers appliqués. Sous l'impulsion du Comité européen de normalisation (CEN) et de l'Organisation internationale de normalisation, les fabricants d'équipements et les gestionnaires d'infrastructures se sont entendus par la suite pour développer des produits interopérables au sein de l'Union européenne.

La directive à transposer apparaît dès lors comme la consolidation formelle d'accords intervenus entre les parties concernées du secteur en cause avec l'objectif d'assurer la coexistence de systèmes de télépéage interopérables, „fondés sur des normes ouvertes et publiques, disponibles sur une base non discriminatoire à tous les fournisseurs de systèmes“. Le préambule de la directive insiste encore sur les potentialités inhérentes aux technologies en question qui pourront ouvrir la voie à de nouveaux systèmes de sécurité et d'information pour les usagers de la route, tels que l'alerte automatique déclen-

chée par un véhicule accidenté qui indiquera sa position ou des informations en temps réel sur les conditions de circulation et le temps de parcours.

Aussi la directive prévoit-elle de mettre en place un système européen de télépéage dont les finalités, les modalités et les caractéristiques techniques sont décrites dans ses articles 3 et 4 ainsi qu'à son annexe et qui évolueront dans le cadre du „service européen de télépéage“ à mettre en place par les instances communautaires.

C'est à bon escient que l'exposé des motifs joint au projet de règlement souligne que la création de ce système de télépéage communautaire harmonisé n'affecte nullement la décision fondamentale de chaque Etat membre de percevoir un péage sur son réseau routier et ne concerne pas non plus les matières fiscales.

Nonobstant le fait de ne pas appliquer de péage pour l'utilisation de son réseau routier, notre pays est néanmoins obligé de mettre en œuvre la directive dans l'éventuelle perspective d'introduire à l'avenir également au Luxembourg un système de péage par analogie à l'approche poursuivie par nombre d'autres Etats membres de l'Union européenne. Pouvoir dans cette hypothèse recourir à un cadre technique harmonisé à l'échelon communautaire ne pourra s'avérer que propice.

Les auteurs du projet de règlement grand-ducal entendent se fonder sur la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports comme base légale du règlement de transposition de la directive 2004/52/CE. Dans ces conditions, il y a lieu à application de la procédure d'approbation spéciale des règlements grand-ducaux pris en exécution de la loi précitée qui requiert entre autres aussi l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés.

Le règlement grand-ducal en projet fait par ailleurs abstraction de l'introduction de sanctions pénales dont la possibilité est prévue par la loi précitée du 9 août 1971 et qui s'appliqueraient aux personnes qui auront enfreint les nouvelles règles en matière d'interopérabilité des systèmes de télépéage routier. Le Conseil d'Etat ne voit pas d'objection à ce choix, alors que dans la matière sous examen il existera certainement d'autres moyens pour contraindre les intervenants au respect des exigences applicables.

\*

## EXAMEN DU TEXTE

### *Préambule*

*In fine* du deuxième visa, l'ajout „et son rectificatif“ est superfétatoire.

Tout en rappelant sa position de principe développée ci-avant quant à la consultation de la Chambre de commerce, le Conseil d'Etat insiste que le préambule soit complété par un visa afférent.

Comme la loi précitée du 9 août 1971 sert de base légale au règlement grand-ducal à édicter, il y aura en outre lieu de respecter la procédure d'approbation spéciale y prévue. Dans cet ordre d'idées, le préambule est à compléter par le visa suivant:

„De l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés;“

### *Observation*

La dimension somme toute restreinte du dispositif rend, d'après le Conseil d'Etat, superflu de pourvoir les articles d'intitulés, qui sont dès lors à omettre.

### *Article 1er*

Cet article reprend textuellement le contenu de la directive 2004/52/CE.

En ce qui concerne le paragraphe 1er, le Conseil d'Etat estime que l'énumération reprise de la directive des nombreuses composantes du réseau routier aurait avantage à être remplacée par un terme générique désignant en droit national interne le réseau routier. A ces fins, les auteurs du projet de règlement grand-ducal pourront se rapporter plus particulièrement aux définitions qui figurent à l'article 5 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. En conséquence, il suffirait de faire référence à la voirie de l'Etat et à la voirie communale. En tout état de cause, il y a lieu de mettre dans la forme du masculin le pronom au début

de la deuxième phrase, parce qu'il se réfère non à la directive, mais au règlement grand-ducal, mentionné dans la première phrase.

La création d'un service européen de télépéage est une exigence qui s'adresse aux instances communautaires. Les dispositions afférentes de la directive ne se prêtent dès lors pas à une transposition en droit national interne sous forme de reprise textuelle. Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de reformuler le paragraphe 3 de la manière suivante:

„(3) Les systèmes de télépéage mis en place sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg devront répondre aux critères d'interopérabilité retenus dans le cadre du service européen de télépéage prévu par la directive 2004/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté.“

*Article 2 (Articles 2 et 3 selon le Conseil d'Etat)*

Cet article prévoit de reprendre les dispositions de l'article 2 de la directive 2004/52/CE.

Le paragraphe 1er ne donne pas lieu à observation.

Quant aux paragraphes 2 et 3, le Conseil d'Etat propose de réserver aux dispositions en question un article à part (article 3 selon le Conseil d'Etat) qui, pour éviter de reprendre des normes juridiques communautaires qui ne s'adressent qu'aux instances de l'Union européenne, fera abstraction de la première phrase du paragraphe 2 de l'article 2 du projet gouvernemental et sera par conséquent libellé comme suit:

„**Art. 3.** (1) Les opérateurs mettent à la disposition ...

(2) Sans préjudice de l'article 2, l'équipement embarqué ...“.

*Article 3 (4 selon le Conseil d'Etat)*

Dans la lignée de l'observation précédente sur le défaut d'utilité de transposer des éléments de la directive 2004/52/CE qui ne s'adressent manifestement qu'aux instances communautaires, le Conseil d'Etat propose de limiter le dispositif de cet article aux seules exigences qui, au niveau national, découlent pour les opérateurs de systèmes de télépéage et pour les émetteurs de moyens de paiement de l'article 3 de la directive.

Dans ces conditions, le contenu de ce nouvel article 4 pourra se limiter au libellé suivant:

„**Art. 4.** Les opérateurs de systèmes de télépéage et les émetteurs de moyens de paiement doivent souscrire aux règles contractuelles mises en place dans le cadre du service européen de télépéage et répondant aux exigences de l'article 3 de la directive 2004/52/CE précitée.“

*Article 4 (5 selon le Conseil d'Etat)*

Cet article qui comporte la formule exécutoire (et non une quelconque mise en vigueur) ne donne pas lieu à observation, sauf pour ce qui est du changement du numéro conformément aux observations qui précèdent.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 mars 2007.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES

